Territoire « alternatif » et ville compétitive : entre luttes urbaines, institutionnalisation et instrumentalisation. Le cas de la *free town* de Christiania

Alexandre Grondeau et Manon Boulpicante

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/15170>

DOI : 10.4000/echogeo.15170

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Alexandre Grondeau et Manon Boulpicante, « Territoire « alternatif » et ville compétitive : entre luttes urbaines, institutionnalisation et instrumentalisation. Le cas de la *free town* de Christiania », *EchoGéo* [En ligne], 42 | 2017, mis en ligne le 31 décembre 2017, consulté le 21 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/15170> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.15170>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Territoire « alternatif » et ville compétitive : entre luttes urbaines, institutionnalisation et instrumentalisation. Le cas de la *free town* de Christiania

Alexandre Grondeau et Manon Boulpicante

- 1 Depuis la fin des années 1970 et l'avènement de la mondialisation (Levitt, 1983), la gestion des métropoles des pays occidentaux a dû s'adapter à l'évolution du modèle de développement industrialo-capitaliste. Après avoir été politique, puis industrielle, la ville est entrée dans son troisième âge que l'on qualifie de post-industriel, de néolibéral ou de ludique (Burgel, 1993). Elle est ainsi devenue compétitive (Begg, 1999 ; Bouinot, 2002), attractive (Hatem, 2005 ; Hackworth, 2007), entrepreneuriale (Harvey, 1989, 2011 ; Peck, 2014), générique (Koolhaas, 1997), tentant de surmonter la concurrence territoriale internationale grâce à la mise en place de stratégies de développement lui permettant de se revendiquer comme globale (Sassen, 1991), créative (Landry, 1994 ; Florida, 2002 ; Vivant, 2009), informationnelle (Castells, 1989), intelligente (Giffinger, 2007, Kummitha & Crutzen, 2017), événementielle (Chaudoir, 2007, Vivant, 2007 ; Gwiazdzinski, 2009) ou innovante (Simmie, 2001 ; Mattson & Sorensen, 2015). Dans chacune de ces politiques territoriales, les métropoles ont adapté leur fonctionnement au système économique en place, et celui-ci a réservé l'essentiel de sa croissance aux territoires urbains (Smith, 2002 ; Brenner & Theodore, 2002).
- 2 Dans la pratique, l'évolution des politiques publiques urbaines s'est notamment traduite par une évolution vers un mode de gouvernance désormais plus ouvert aux acteurs privés et un mode de gestion entrepreneuriale (Harvey, 1989, 2014 ; Peck, 2014), comme en témoigne le désengagement progressif de l'État (Brenner & Theodore, 2002) et la multiplication des partenariats publics/privés (Renard, 2008). Le renforcement des aménagements sécuritaires (Michell, 1997 ; Weinbauer, 2013) apparaît également

comme un corollaire de cette nouvelle gestion des métropoles. Dans la « société mondialisée » actuelle, l'optimisation du fonctionnement des villes, l'amélioration de leur rayonnement international, de leur attractivité et la production de richesses, sont ainsi des objectifs décisifs des politiques urbaines.

- 3 C'est dans ce contexte d'un « nouvel esprit du capitalisme » (Boltanski & Chiapello, 1999) que se sont ouverts des fronts sociaux de résistance au capitalisme industriel, puis au néolibéralisme. Ils se sont développés dans des interstices urbains, dans des zones en marge souvent délaissées par les pouvoirs publics, qu'ils se sont réappropriés en tentant de leur redonner la dimension civilisationnelle de la ville classique (Mumford, 1961), tout en y proposant de nouvelles formes de développement urbain (Béal & Rousseau, 2014 ; Castells, 1977). Cette revendication d'un « droit à la ville » (Lefebvre, 1968 ; Costes, 2010, 2014) s'est incarnée dans la recherche de formes alternatives de vivre ensemble, dans la défense d'un certain nombre de libertés individuelles et la revendication de nouvelles, dans la préservation de l'environnement, dans le rejet de la marchandisation des espaces publics et plus largement de la ville, mais aussi dans l'expérience de l'autogestion et dans la mise en place de structures sociales non hiérarchisées et d'approches *bottom-up*, permettant d'élargir l'acte d'appropriation spatiale (Béal & Rousseau, 2014 ; Keblowski & Van Criekingen, 2014).
- 4 Hakim Bey (1991) parle à ce sujet d'un processus de « psychotopologie » à la fois spatial et psychologique, permettant l'ancrage d'idéaux d'autogestion et de liberté dans des intervalles spatio-temporels éphémères. L'entrée dans ce processus de territorialisation aboutit à l'émergence de territoires alternatifs multiples et protéiformes : les zones autonomes temporaires (Bey, 1991), les squats (comme à Berlin au numéro 86 de la rue Kastanienallee, à Paris ou au sud de Madrid) (Aguilera & Bouillon, 2013), les expériences participatives des *Pobladores* au Chili (Angelcos & Doran, 2014), les communautés de *Svartlamon* en Norvège créée en 2001 et de *Thy-Lejren* au Danemark (Harder, 2007), mais aussi la *free town* de Christiania à Copenhague (Lund Hansen, 2011).
- 5 Ces territoires alternatifs ont en commun la volonté de se démarquer de l'entrepreneuriat territorial (Beal & Rousseau, 2014) et représentent *de facto* une opposition aux logiques de développement économique actuelles. Caractérisés par une très forte singularisation identitaire et territoriale (notamment à travers un développement socio-urbain axé autour de l'art alternatif, de la contre-culture, de la musique underground et/ou du graffiti), ces interstices urbains rayonnent bien au-delà de leurs frontières. C'est dans ce cadre-là qu'il est intéressant d'étudier l'évolution des rapports que ces territoires entretiennent avec les collectivités dont ils dépendent officiellement. Celles-ci ont d'abord pratiqué des stratégies de répression, parfois violentes, qui se sont avérées inefficaces, avant de se résoudre à initier des politiques d'institutionnalisation devenues, aujourd'hui, très largement majoritaires (Pruijt, 2003). L'institutionnalisation des territoires alternatifs présente en effet l'avantage de permettre aux pouvoirs publics de régulariser la situation de territoires en lutte comme celui de Christiania (Lund Hansen, 2006, 2011), de régler des conflits comme celui des *Pobladores* chiliens (Angelcos & Doran, 2014) et de valoriser la singularité de ces territoires à des fins économiques, créatives ou touristiques (Thörn *et al.*, 2011). Elle a également comme conséquence de pacifier des situations sociales difficiles, au risque, pour le territoire, de perdre son caractère originel et subversif. Pour certains auteurs il s'agit d'une normalisation organisationnelle des territoires problématiques (Béal &

Rousseau, 2014) mais pour d'autres, l'institutionnalisation permet de faire perdurer des idéaux alternatifs à l'intérieur même du système (Tarrow, 1994).

- 6 C'est dans ce cadre conceptuel que se pose notre analyse du territoire « alternatif » de Christiania, situé en plein cœur de la capitale du Danemark, Copenhague. Nous analyserons ses caractéristiques en matière d'organisation sociale et de pratiques urbaines, questionnant la performativité territoriale d'idéologies alternatives et leur solubilité dans une ville compétitive, pleinement intégrée à la mondialisation. Nous analyserons également l'évolution de la *free town* et sa capacité de résistance aux logiques économiques néolibérales à la lumière des tentatives d'institutionnalisation et d'instrumentalisation des pouvoirs publics danois.
- 7 Pour ce faire, nous avons réalisé une étude de terrain d'une durée de dix mois entre août 2016 et mai 2017. La collecte d'informations s'est avérée très complexe en raison du caractère contestataire du territoire et du refus quasiment systématique de la population de communiquer avec de quelconques experts, qui plus est, étrangers. La prise de photographies est interdite autour de Pusher Street, située à l'entrée de la *free town*, tout comme, à certains endroits, l'utilisation du téléphone portable. Malgré ces difficultés, et tout en conservant notre posture de chercheurs pendant la durée de notre terrain, nous avons pu réaliser près de soixante-dix entretiens informels et une dizaine d'entretiens formels¹ qui nous ont permis de dépasser l'opacité du fonctionnement du territoire et d'obtenir un certain nombre d'éléments déterminant dans la compréhension de l'organisation de la *free town*.

Le territoire « alternatif » de Christiania dans la ville compétitive de Copenhague

Christiania, une autre manière de voir et de pratiquer la ville

Illustration 1 – Localisation de Christiania dans le centre-ville de Copenhague

Réalisation : M. Boulpicante, Aix-Marseille Université, 2017.

- 8 Le quartier de Christiania s'est déclaré de manière unilatérale *free town* le 26 septembre 1971. Il réunit dès les premiers mois quelques centaines d'habitants qui se partagent les trente-quatre hectares de l'ancien camp militaire de *Bådsmandsstræde*, situés en plein cœur du centre-ville métropolitain, et délaissés quelques semaines plus tôt par le ministère de la Défense. La constitution de ce territoire qui se veut autonome s'est faite dans un contexte international d'agitations sociales et révolutionnaires, atteignant leur paroxysme dans les années 1960 : « L'histoire de Christiania commence dès les années 1960 lorsque la jeunesse des États-Unis, d'Italie, de France, d'Allemagne et d'ailleurs commença à occuper, à assiéger et à prendre le contrôle des salles de cours, des universités, des maisons abandonnées, des usines en friche, des parcs, etc. pour créer des territoires libres afin d'y vivre différemment » (Karpantschof, 2011). L'autogestion, la revendication d'un droit à la ville, la décolonisation, la liberté sexuelle, ou la lutte contre la société de consommation constituent les principales revendications de la jeunesse internationale, des activistes politiques, des tenants de la contre-culture, mais aussi des habitants de Christiania et de ses artistes engagés. Mme Mhoja, ethnologue et habitante de la communauté, raconte : « C'est une longue histoire qui a commencé en 1968 vous savez, la musique et tout ça... On était révoltés contre les autorités. Toutes ces choses qui appartiennent à cette culture-là, on ne peut pas penser que ça ne soit pas à Christiania ». Aujourd'hui, l'ancien camp militaire rassemble des centaines d'individus en quête d'une nouvelle manière de vivre et d'occuper la ville : des punks, des marginaux, des hippies, des anarchistes, des sans-abris, mais aussi des architectes, des poètes et des intellectuels qui bâtissent la *free town* et contribuent chacun à leur manière, à inscrire leur propre utopie dans ces lieux (Midtgaard, 2007 ; Champalle, 2011 ; Lund Hansen, 2011).

Illustration 2 – La division de Christiania en quatorze zones

Réalisation : P. Pentsch, Aix-Marseille Université, 2017.

- 9 L'appropriation de Christiania par ces populations hétéroclites se fait avant tout selon les principes d'autogestion et de démocratie participative. La zone urbaine se subdivise en quatorze quartiers à la fois autonomes et indépendants dans leurs prises de décision. Chaque quartier compte entre 60 et 120 habitants. Plus on s'éloigne des entrées principales au sud, dans la zone de Sydområdet, moins il y a d'habitants, ce qui fait dire aux observateurs qu'il y a, à Christiania, autant de « ville » (au sud) que de « campagne » (au nord). Les habitants de chaque quartier se réunissent de manière hebdomadaire pour échanger, débattre des questions budgétaires ou des projets d'aménagement. Ils n'ont pas obligation de participer à ces réunions. Celles-ci ont pour objectif d'obtenir un accord collectif, mais sans l'organisation de vote. Aucune décision n'est prise s'il n'y a pas un consensus et certains projets (même anecdotique comme l'installation d'un lampadaire) peuvent donc prendre plusieurs semaines. Ces quatorze quartiers et leurs populations sont intégrés à l'ensemble de la communauté par des assemblées générales mensuelles selon les principes d'un urbanisme négocié et concerté qui « se définit d'abord par sa potentialité à se mettre à la disposition de tous pour être produit par tous et non plus par les seuls professionnels du « spatial » socialisé » (Racine, 2008). Christiania souhaite ainsi construire la ville d'une autre manière, en accord avec la notion de bien commun et le principe d'abolition de la propriété et de l'usage privé. Mme Mhoja l'assure : « Ici, tout est public, tout est à tout le monde, les jardins, les terrasses, les berges, et c'est bien comme ça. Tu peux aller où tu veux si tu en as envie. Je pense que c'est justement toute la beauté de Christiania ». Cette conception d'un espace commun ouvert à tous s'illustre également à travers les deux entrées principales (la première est située à l'angle de la rue *Prinsessegade* et la seconde au

niveau de la rue de *Bådsmandsstræde*), qui ne sont pas délimitées par des portails, des barrières ou des grillages, mais par des arches en pierre et en bois invitant chaque passant à y pénétrer.

Illustration 3 - L'entrée de la *free town* sur la rue de Bådsmandsstræde

Auteur : M. Boulpicante, 20/11/2016.

- 10 L'ouverture de cet espace urbain se couple à des pratiques urbaines alternatives comme l'intégration de la dimension émotionnelle et spontanée dans les opérations d'aménagement et de planification du territoire. M. Holmberg, habitant de Christiania depuis 1971, confirme : « *Nous ne planifions rien. Cela arrivait, juste comme ça. Nous nous inspirons les uns les autres pour ne jamais cesser d'être créatif et inventif, et pour parvenir à créer quelque chose de vraiment nouveau* ». Ainsi, face à une trame urbaine classique, fixe et planifiée, Christiania propose une morphologie urbaine fluide, accessible à tous et invitant à la détente. La construction collective du quartier évolue dans le temps grâce à des installations éphémères et à une circulation dans l'espace modifiée de manière aléatoire selon les événements, les installations et les activités de la communauté. La multiplication des espaces récréatifs, publics, et des lieux d'échanges participe ainsi à cette dynamique du territoire. Les pratiques urbaines artistiques et culturelles se développent également, à l'instar de l'intégration du *street art*, perçu dès le début des années 1980, comme un vecteur de cohésion et d'organisation spatiale. La volonté de « libérer » la ville s'incarne également dans la multiplication de bancs, de tables, de chaises, installés dans l'espace public de manière à favoriser les contacts et à mettre l'altérité sociale au cœur du projet urbain. La *free town* se singularise aussi de la capitale danoise par l'architecture insolite et rocambolesque des maisons qui se double d'une importante végétalisation de l'espace. Enfin, l'urbanisme sécuritaire (Oblet, 2008) pratiqué dans la ville compétitive de Copenhague est banni, du moins à la création de la communauté, et le souci de justice spatiale et environnementale est constamment recherché à chaque opération d'aménagement (mise en place de zones de recyclage proches de chaque habitation, etc.).

Illustration 4 – Architecture typique de Christiania

Auteur : M. Boulpicante, 12/02/2017.

- 11 C'est en organisant, aménageant, pratiquant et partageant la ville différemment, en fonction de ses orientations politiques, goûts, envies ou intuitions, que le territoire de Christiania se pose depuis sa création comme une zone libre et en alternative à un modèle de développement territorial capitaliste qu'elle dénonce. Cette opposition est d'autant plus remarquable d'un point de vue spatial que le quartier est entouré par les hauts lieux économiques, culturels et politiques danois : le parlement, le palais royal, la grande bibliothèque et l'église Saint-Sauveur encerclent la communauté. Cette situation renforce ainsi la symbolique de la *ville libre* par opposition à la ville de Copenhague, pleinement intégrée à la mondialisation depuis une trentaine d'année (Bidault-Waddington, 2005 ; Thörn, 2012).

Copenhague, une ville compétitive

- 12 Durement frappée par la crise économique des années 1970, et par celle du secteur de la manufacture locale qui a remis en question son rôle de centre national de l'industrie danoise (Hansen & Winther, 2006 ; Thörn, 2012), la ville de Copenhague a dû se réinventer dès les années 1980, et changer ses orientations stratégiques de développement pour ne pas rester sur le bas-côté de la mondialisation. Elle a de fait cherché à s'adapter aux standards internationaux, et les activités à faible et moyenne valeur ajoutée ont laissé leur place aux activités à forte valeur ajoutée ou à fort potentiel attractif : fonction de direction, entreprises innovantes et créatives, activités festives, développement du secteur touristique... En l'espace de quarante ans, Copenhague a changé de statut, passant d'une ville internationale de second plan à une ville compétitive mondiale. Le classement des villes globales 2016² la place à la 53^e place sur 249. L'afflux d'investissements étrangers et l'accroissement des partenariats publics/privés (PPP) lui ont permis de sécuriser et d'absorber sa dette publique, et son accueil de la COP15 (Conference of parties 15, organe suprême des conventions de l'ONU) et des négociations de l'Arctique ont également contribué à lui donner une stature internationale. L'adaptation à la mondialisation a agi ici comme un facteur de résilience à la fois urbaine et économique (Hansen & Winther, 2006).

- 13 La métropole s'est spécialisée dans l'accueil de sièges sociaux et de départements de multinationales étrangères (Duke Energy, produits pharmaceutiques de l'entreprise allemande Bayer AG, la société française JC Decaux, UBS, Air Liquide, Toyota, etc.) et a développé une politique de dotation en grands équipements afin d'améliorer la desserte de la métropole à l'international : l'inauguration du pont de l'Øresund reliant le Danemark et la Suède ou les extensions successives de l'aéroport de Kastrup sont la traduction spatiale de cette politique d'ouverture. Aujourd'hui, plus de deux mille entreprises sont situées dans la région de Copenhague et font de la capitale une des capitales d'Europe les plus innovantes, dynamiques et créatives (Ooi, 2002 ; Hansen & Winther, 2006). La stratégie "*Co-Create Copenhagen, vision for 2025. Technical and environment administration*" (City of Copenhagen, 2015) a particulièrement mis en avant les politiques visant à favoriser la création de clusters scientifiques. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ont ainsi servi de base à la création de nouveaux sites industriels et scientifiques tournés vers l'innovation, comme la construction du cluster binational de la *Medicon Valley*³ entre le Danemark et la Suède en 1997.
- 14 Les activités créatives (Ooi, 2002), adossées aux universités locales, ont été quant à elles encouragées à s'installer dans l'hyper centre métropolitain. Leur implantation est allée de pair avec l'aménagement d'équipements culturels (extension du musée *Statens Museum for Kunst* en 1998 ; inauguration de la nouvelle salle de spectacle royale en 2008), et d'espaces urbains alternatifs (comme l'écoquartier de Vesterbro, situé à proximité de l'hyper centre de Copenhague), permettant au centre historique de combiner les activités de commandement et de création quand l'arrière-pays a été confiné aux activités agricoles et traditionnelles (Ooi, 2002 ; Lund Hansen, 2011).
- 15 Cette évolution économique de la métropole a été couplée à des politiques favorisant l'émergence d'une ville ludique où l'accent est mis sur les lieux de festivités (bars, commerces de nuit...) : l'objectif étant de faire de Copenhague une *24 hour city*, une destination touristique phare où l'on ne dort jamais (Kalso Hansen, 2006) pouvant rivaliser avec Berlin, Amsterdam ou Barcelone (Thörn, 2012). C'est dans ce contexte ultra concurrentiel qu'a été lancée l'opération de *branding COPENhagen* et de marketing territorial du *Wonderful Copenhagen*, sur le modèle de l'*AMsterdam* ou de *LondON*, afin de développer son attractivité. Le document d'orientation *Co-Create Copenhagen, vision for 2025. Technical and environment administration* résume ainsi les ambitions de la ville : « En 2015, nous voulons voir la ville de Copenhague s'ériger aux premiers rangs des villes dynamiques, en tant que leader mondial ; une ville qui reflète à la fois la diversité de sa population et la singularité de chaque individu », ajoutant « Nous voulons être plus créatifs sur la manière d'utiliser l'espace urbain » (City of Copenhagen, 2015).
- 16 Ces ambitions ont légitimé la mise en place par les pouvoirs publics d'un urbanisme sécuritaire performant, qui se matérialise par l'installation de caméras de vidéosurveillance dans les lieux publics depuis le début des années 2000, la multiplication des systèmes de gardiennage dans les zones urbaines aisées de la capitale ou l'inscription dans l'espace de mesures coercitives (qui passent notamment par le tracé des pistes cyclables) (Gutzon Larsen & Lund Hansen, 2007). De la même manière, la fermeture d'espaces publics (parcs, jardins), la réhabilitation de certaines zones urbaines et le renforcement de la gentrification, comme dans le quartier désormais en vogue de Vesterbro, participent à faire de Copenhague une ville à la fois dynamique et contrôlée (Project group with representative of the seven municipal

departments, 2015). Les résultats de ces politiques territoriales compétitives sont sans équivoque. Aujourd'hui, le taux de chômage de la métropole est à 6,2 %, son niveau de vie moyen ne cesse d'augmenter, et le salaire et le niveau d'étude des habitants vont dans le même sens⁴, au même titre que les investissements étrangers depuis les années 1990. Quant à sa fréquentation touristique, elle atteint les 1,2 millions en 2016⁵.

- 17 Dans le cas de Copenhague comme dans celui de Christiania, on assiste à deux mécanismes de différenciation territoriale dont les motivations sont opposées. Le premier est issu de la destruction créatrice schumpetérienne et de l'adaptation des villes à la mondialisation : de nouvelles activités innovantes remplacent des activités devenues obsolètes, provoquant la reconstruction de la ville sur elle-même. Le second est issu de la volonté d'inventer un modèle alternatif au développement néolibéral de s'affirmer dans la lutte urbaine. C'est précisément dans ce contexte que la population christianite constitue une menace pour Copenhague et une remise en cause de ses institutions, de son modèle socio-urbain et de son versant culturel institutionnel. Per Smidl, habitant de Christiania entre 1979 et 1981, et auteur du roman autobiographique *Wagon 537 Christiania*, l'assure : « *On ne peut pas accepter des gens qui vivent différemment. L'État a peur de ça : il ne peut pas accepter que tout le monde ne soit pas contrôlé et normalisé* ». De cette opposition frontale vont naître des rapports conflictuels beaucoup plus complexes qu'il n'y paraît : la contestation, l'institutionnalisation, et l'instrumentalisation du développement de Christiania apparaissent comme des enjeux déterminants pour les pouvoirs publics tout comme pour les gestionnaires de « l'utopie concrète » (Bloch, 1976) soixante-huitarde.

Luttes urbaines et institutionnalisation de la *free town*

- 18 Depuis l'occupation illégale de l'ancienne caserne militaire danoise et la déclaration unilatérale de Christiania en tant que *ville libre* le 26 septembre 1971, les rapports entre la communauté et les pouvoirs publics ont été extrêmement conflictuels. La lutte pour le libre usage de cet espace situé dans le centre historique de la capitale s'est notamment matérialisée par une série de procès que l'État et le territoire de Christiania se sont intentés depuis la fin des années 1990.
- 19 Paradoxalement, les premières années d'occupation avaient été relativement paisibles, car marquées par une politique de « laissez-faire » de la part de l'État danois, alors plongé dans une importante crise économique (Hansen & Winther, 2006). Christiania était alors envisagée comme une zone urbaine où regrouper les marginaux, les activistes et les vendeurs de haschisch (Champalle, 2011). Ces derniers ont mis en place sur *Pusher Street*, située dans le quartier de *Tinghuset*, à l'est de *Sydområdet* et de l'entrée principale, un véritable marché du cannabis à ciel ouvert. Chaque année, plusieurs tonnes de marchandises sont vendues dans cette rue, sur des stands tenus par des gangs et des réseaux criminels danois. Cette économie parallèle, véritable « brebis galleuse de Christiania » pour beaucoup d'habitants, attire depuis son installation de nombreux touristes et fêtards locaux. Elle était un moyen pour l'État de contenir dans une seule zone le marché de la drogue. Dans les années 1980-1990, la *free town* fut ensuite dépendante des alternances politiques : les conservateurs danois voyant d'un très mauvais œil l'établissement pérenne du territoire et pratiquant la répression, là où les sociaux-démocrates cherchaient, eux, une sortie de crise plus négociée. Mme Barjnof, habitante depuis 1971, explique : « *C'est encore pire avec les conservateurs au*

gouvernement, ils n'aiment vraiment pas Christiania. Ils veulent détruire toutes les maisons qu'il y a sur les remparts ». La population de la *free town* s'implique donc politiquement dans les débats que cela soit avec l'État ou avec la municipalité. Kirsten Mhoja détaille : « *Ce soir je vais avec les autres dans un meeting dans la mairie de Copenhague. Nous travaillons régulièrement avec les partis de gauche, et surtout d'extrême-gauche. C'est une tradition. Soit nous faisons une sorte de négociation avec eux, soit nous travaillons tous ensemble. Mais on a aussi une liste qui nous est propre. Depuis 1982, on participe aux élections municipales !* ». Cette implication illustre une volonté de collaboration des habitants qui est allée en grandissant.

- 20 Pourtant si la coopération entre la municipalité et Christiania s'est renforcée à cette époque, la tendance n'a pas été la même avec l'État danois, et plus particulièrement avec le gouvernement des libéraux-conservateurs. Alors que les sociaux-démocrates avaient fait voter en 1989 la célèbre « Loi Christiania » donnant à la *free town* une existence légale, l'arrivée au pouvoir des libéraux-conservateurs du parti *Venstre* en 2001 marque un changement radical de stratégie et un durcissement de la répression. La loi de 1989 est abrogée en 2004. La reconnaissance aura duré douze ans. M. Di Bech, co-fondateur du *Jazz-Comedy Club* de Christiania, confie son abattement : « *À cause d'une culture qui a seulement 45 ans et qui n'est pas conforme au modèle de l'État, nous vivons dans un climat permanent de répression. Attaquer, attaquer, attaquer, par tous les moyens : les médias, le statut juridique... tout* ». C'est également à partir de cette date que les premiers plans de normalisation des pouvoirs publics sur Christiania sont arrêtés, dont le fameux *Future forms of organization and ownership in the Christiania area* en 2005, qui désire intégrer la communauté dans les stratégies territoriales de la capitale, ce que la population de Christiania va refuser catégoriquement en intentant un nouveau procès à l'État en 2008.
- 21 Un an plus tard, la Cour Suprême rend un jugement en faveur de l'État du Danemark. Elle lui donne les pleins pouvoirs quant au futur de Christiania. En 2011, la *Danish Agency for Culture and Palaces* (en danois, le *Slots-og Ejendomsstyrelsen* (SES)) demande aux habitants de choisir : soit ils acceptent le plan de normalisation de 2007 qui impliquait une profonde restructuration urbaine et un alignement sur les pratiques classiques de l'aménagement du territoire danois, soit ils acceptent de racheter une partie de l'espace occupé à l'État (y compris les bâtiments). Christiania opte pour la seconde solution et crée en 2011 une fondation à but non lucratif, la Fondation de Christiania (FDC), qui a pour objectif de récolter de l'argent afin de pouvoir progressivement racheter l'ensemble des terrains occupés. Cette fondation se présente comme un groupe de coordination à l'échelle de la *free town* entre Christiania et les pouvoirs publics, mais elle n'est pas un organe de décisions à proprement parler. Lorsque des décisions doivent être prises, les débats ont toujours lieu lors des meetings hebdomadaires des quartiers et lors des assemblées générales mensuelles de la communauté. Après quarante ans de luttes, et en raison de ce jugement, l'État a donc réussi à institutionnaliser le territoire libre de Christiania. Aujourd'hui, la Fondation de Christiania (FDC) est devenue propriétaire de 7,3 hectares de terrains sur 34, tandis que le reste appartient encore à l'État. Celui-ci souhaite les conserver pour des opérations de réhabilitation urbaine et les aménager en zones urbaines récréatives et touristiques conformément à son projet de développement soutenu par les autorités danoises et la SES.

Institutionnalisation, instrumentalisation et pragmatisme socio-territorial

- 22 L'institutionnalisation progressive du territoire de Christiania va concerner directement l'ensemble des acteurs dont la volonté est d'assurer la pérennité de la *free town*, aux premiers rangs desquels on retrouve la Fondation de Christiania (FDC) et les pouvoirs publics danois. Ces derniers regroupent l'État, le Ministère des finances, la municipalité de Copenhague (et plus particulièrement le bureau de l'urbanisme qui est à l'origine du projet de rénovation urbaine 2017-2021 dans la partie sud de Christiania) et la SES qui porte les plans de normalisation depuis 2004. La SES a également la charge d'exécuter les lois relatives à Christiania qui ont été décidées par le gouvernement, puis votées par le Parlement. Si l'ensemble de ces acteurs est d'accord pour la pérennisation de la *free town*, les avis divergent quant à la définition des fonctions à venir du territoire alternatif.
- 23 On distingue ainsi trois postures différentes. La première est celle de l'État, du Ministère des finances et de la SES qui ont une approche essentiellement juridique, dont le but est d'institutionnaliser Christiania et de contrôler définitivement la communauté après quarante-six ans d'existence partiellement illégale. La seconde est celle de la municipalité de Copenhague et plus particulièrement du bureau de l'urbanisme. Leur objectif est d'intégrer Christiania aux politiques urbaines et communicationnelles de la capitale, afin de faire de la *free town* une véritable marque territoriale avec une identité urbaine permettant d'attirer des investissements, d'augmenter son potentiel touristique et de développer son image de ville dynamique, ouverte et alternative. Enfin, la troisième posture est celle de la FDC qui tente de racheter l'ensemble du terrain, et dans le même temps de renforcer les collaborations avec la municipalité danoise au sujet des projets de rénovation urbaine.
- 24 Malgré ces divergences, les collaborations entre les différentes parties prenantes se sont accrues depuis le début des années 2010, en particulier entre la municipalité et la FDC qui se sont rapprochées afin d'améliorer le cadre et la qualité de vie de Christiania. Mme Barjnof explique que les habitants savent « *très bien qu'on ne peut pas vivre en autarcie, ce serait mal. L'extérieur est bénéfique pour nous. Christiania a besoin du tourisme. Il faut aussi être réaliste, il faut s'ajuster, il faut survivre et donc s'adapter aux demandes de l'extérieur. On ne peut pas se fermer totalement, ce n'est pas possible* ». Mme Dybkjaer, chef du projet de rénovation urbaine de la partie Sud de Christiania de 2017-2021, confirme ces propos : « *Nous travaillons main dans la main avec la Fondation de Christiania. Nous avons même créé un groupe de coordination pour différents projets sur la période 2017-2021* ».
- 25 L'étude du projet de développement 2017-2021 dans lequel la fondation de Christiania investit un million de couronnes danoises et la municipalité de Copenhague deux millions, permet en effet de bien comprendre l'institutionnalisation de cet espace urbain, sa réintégration dans les politiques métropolitaines et l'évolution du positionnement des acteurs en présence, en particulier celui des habitants de Christiania. Le projet 2017-2021 n'a pas été imposé par les institutions territoriales danoises. Il a été initié à la demande de la FDC en décembre 2016, puis acté en février 2017. Il établit une collaboration sur cinq ans entre la FDC et la municipalité, et marque ainsi un changement notable de l'attitude de Christiania à l'égard des pouvoirs publics. Grâce à ce partenariat qui vise à améliorer l'aménagement de son espace urbain, la FDC renforce et accélère le processus de normalisation, en partie générée par

les flux touristiques en constante progression et l'ouverture de commerces festifs, à l'œuvre depuis le début des années 1990 (Thörn *et al*, 2011). Elle fait également une concession dans sa vision d'un urbanisme alternatif et son rejet des pratiques de la métropole en matière d'aménagement. De la rénovation des bâtiments à l'ouverture aux entreprises danoises, les projets qui sont mis en place dans l'ensemble de la partie Sud remettent en effet en cause le principe de libre occupation du sol et d'un aménagement de l'espace spontané et émotionnel, tout comme la posture d'indépendance et d'autonomie revendiquée par Christiania depuis sa création.

- 26 Les programmes collaboratifs définis par le projet de développement 2017-2021 bannissent l'idée de bien commun au profit du durcissement de la sécurité urbaine, notamment à travers l'optimisation des entrées de Christiania et le réaménagement des espaces verts. Ce durcissement s'est encore renforcé à la suite de la fusillade du 30 septembre 2016 opposant, en plein cœur de ce territoire, un vendeur de cannabis à deux policiers. Les revendications anticapitalistes ont également été mises de côté au profit de la multiplication des collaborations entre les entreprises danoises et les Christianites. Le thème 4 du projet, *Amélioration des conditions sociales et baisse du chômage*, renforce plus particulièrement cet état de fait puisqu'il vise à attirer des financements et développer des activités économiques à travers Christiania. Le projet 11, *Développer des projets de bien-être*, a été pour sa part classé dans les projets économiques puisqu'il fait référence aux projets de bien-être des salariés, très en vogue actuellement dans les entreprises locales (Bachelard, 2017) et que la municipalité souhaite justement développer au sein de Christiania.

Illustration 5 – Thèmes et projets de rénovation urbaine issus du partenariat de 2017-2021 entre la Fondation de Christiania et la municipalité de Copenhague

Thème 1. Rénovation climatique et énergétique	Thème 2. Rénovation des bâtiments	Thème 3. Réaménagement des zones situées entre les bâtiments	Thème 4. Amélioration des conditions sociales et baisse du chômage
Projet n°1 : réalisation d'un bassin pour l'installation d'un système de chauffage collectif	Projet n°3 : rénovation du bâtiment nommé Fredens Ark	Projet n°5 : optimiser les entrées de Christiania	Projet n°8 : favoriser les initiatives d'embauche et les politiques sociales
Projet n°2 : réalisation d'un bassin pour le remplacement des chauffages individuels actuels	Projet n°4 : restauration des ouvertures dans le bâtiment nommé Løppebygningen	Projet n°6 : optimiser les infrastructures et les normes de sécurité	Projet n°9 : favoriser les activités sociales
		Projet n°7 : optimiser les parkings et la circulation autour de Christiania	Projet n°10 : création de la maison des idées (Idéhus)

			Projet n°11 : développer des projets de bien-être
--	--	--	---

Source : « Accord passé entre la Fondation de Christiania et la ville de Copenhague, 2016 », traduit du danois, Municipalité de Copenhague, département de l'urbanisme, 2016.

- 27 La conversion de la FDC aux logiques de compétitivité urbaine est importante, mais elle a été acceptée par les représentants de Christiania. Il est donc difficile de parler d'instrumentalisation de la *free town*, même si les campagnes de marketing urbain de Copenhague ont la fâcheuse habitude d'oublier les violents conflits passés pour insister sur l'intégration harmonieuse de Christiania au reste de la métropole : « La ville libre de Christiania située dans Copenhague, est un quartier vert et sans aucune voiture, et particulièrement connu pour son style de vie alternatif. La *free town* de Christiania est un mélange de maisons faites en matériaux de récupération, de commerces artisanaux, de galeries d'art, de boutiques de musique, de restaurants biologiques, et d'une nature éblouissante⁶ ». Cette manière de réécrire l'histoire et la marchandisation officielle du territoire ne plaisent pas à tous les habitants qui ont pourtant validé à travers la FDC cette évolution des relations avec la municipalité. M. Warburg, membre de la direction du *Christiania Researcher in Residence* (CRIR), dénonce : « Ils s'enrichissent sur notre dos. Ils parlent et ils promotionnent la marque « Copenhagen-Christiania » partout, dans la rue, à l'office du tourisme... ». Le sentiment d'amertume de certains habitants traduit le changement de positionnement de la communauté dans les stratégies de marketing territorial locales et il se teinte de fatalisme. « Vous savez, Christiania est apparu dans les guides touristiques de Copenhague il y a seulement une dizaine d'années, et aujourd'hui il s'agit de la deuxième attraction touristique derrière Tivoli. Alors qu'avant, la commune faisait en sorte que les touristes et les autres pays n'entendent pas parler de nous » raconte Per Smidl. Les temps changent, le positionnement de la majorité des Christianites également. La FDC a préféré accepter la collaboration et l'institutionnalisation de la *free town* pour assurer à ses membres la conservation de leurs logements, quitte à revenir sur un certain nombre de positionnement alternatifs et révolutionnaires qui étaient à l'origine de la constitution de Christiania. Désormais, la *free town* a toute sa place dans cette vaste opération de régénération urbaine, menée par le bureau de l'urbanisme municipal, qui a comme première conséquence de gentrifier peu à peu le quartier limitrophe, autrefois très pauvre, de Christianshavn (Lund Hansen, 2006).
- 28 L'époque des grands idéaux révolutionnaires, de la revendication d'un « droit à la ville » et de la création du territoire alternatif de Christiania est lointaine. La perte du combat judiciaire contre l'État, l'adaptation à la mondialisation et l'urgence sécuritaire ont eu raison de quarante ans de combats politiques. Les luttes urbaines ont progressivement laissé place au pragmatisme des Christianites sommés de s'adapter au contexte économique global pour survivre dans une métropole compétitive, créative et innovante. Les différents programmes de réhabilitation urbaine finalement acceptés par la FDC ont succédé à la répression et ils participent à l'alignement de Christiania sur les politiques de marchandisation de la ville à des fins d'optimisation de son attractivité. Le projet d'aménagement 2017-2021 vient clore une opposition sociale forte incarnée par la communauté depuis 1971 et acter la solubilité du territoire alternatif dans la ville compétitive au prix de renoncements idéologiques importants. Il offre en contrepartie la certitude pour les habitants de pouvoir demeurer dans ce lieu

qu'ils ont participé à construire. La *free town* est désormais digérée par la métropole qui en a fait un avantage territorial touristique attractif, ce qui laisse présager une intégration toujours plus importante de cette zone. Comme le souligne Mme Dybkjaer, chef d'un projet de réhabilitation urbaine sur Christiania : « *Ils doivent faire intégralement partie de la ville de Copenhague, et la ville doit faire partie de Christiania* ». L'expérience du territoire « alternatif » n'en demeure pas moins instructive car si elle laisse un héritage urbain marqué et singulier, elle tend à confirmer que la territorialisation des actions subversives, et des populations les portant, ne peut être qu'éphémère, les pouvoirs en place cherchant par tous les moyens à les institutionnaliser, à défaut de pouvoir véritablement les instrumentaliser (Bey, 1991).

BIBLIOGRAPHIE

- Aguilera T., Bouillon F., 2013. Le squat, un droit à la ville en actes. *Mouvements*, n° 74, p. 132-142.
- Angelcos N., Doran M.-C., 2014. L'« expérience participative » des *pobladores* au Chili : entre résistance aux modes de gestion de la pauvreté et nouvelles formes de politisation. *Lien social et politiques*, n° 71, p. 159-178.
- Bachelard O., 2017. Optimiser le bien-être au travail et la performance globale : enjeux et perspectives. *Regards*, vol. 2, n° 51, p. 169-179.
- Béal V., Rousseau M., 2014. Alterpolitiques! *Métropoles*, n° 15, 21 p.
- Begg I., 1999. Cities and competitiveness. *Urban Studies*, Vol. 36, n° 5, p. 795-809.
- Bey H., 1991. TAZ, *Zone Autonome Temporaire*. Paris, L'éclat, 90 p.
- Bidault-Waddington R., 2005. *An experimental aesthetic audit of a city within a city: the case of Christiania*. Laboratoire d'Ingénierie d'Idées (LIID), Paris, 10 p.
- Bloch E., 1976. *Le Principe espérance, tome 1*. Paris, Gallimard, 544 p.
- Bouinot J., 2002. *La Ville Compétitive, Les clés de la nouvelle gestion urbaine*. Paris, Economica, 180 p.
- Brenner N., Theodore N., 2002. Cities and the geographies of 'actually existing neoliberalism'. *Antipode*, vol. 34, n° 3, p. 349-379.
- Burgel G., 1993. *La ville aujourd'hui*. Paris, Hachette Pluriel, 220 p.
- Castells M., 1977. *The Urban Question: a Marxist approach*. Cambridge, MIT Press, 502 p.
- Castells M., 1989. *The Informational city: information technology, economic restructuring and the urban regional process*. Oxford and Cambridge, Blackwell Publishers, 408 p.
- Champalle L., 2011. *Christiania ou les enfants de l'utopie*. Paris, Intervalles, 185 p.
- Chaudoir P., 2007. La ville événementielle : temps de l'éphémère et espace festif, *Géocarrefour*, vol. 82, n° 3. <http://journals.openedition.org/geocarrefour/2301>
- City of Copenhagen, Technical and environmental administration, 2015. *Co-Create Copenhagen, vision for 2025*, 20 p.

- Cocchia A., 2014. *Smart and digital city: a systematic literature review*. Springer International Publishing Switzerland, 32 p.
- Costes L., 2010. Le droit à la ville de Henri Lefebvre : quel héritage politique et scientifique ? *Espaces et sociétés*, n° 140, p. 177-191.
- Costes L., 2014. Néolibéralisation et évolution du 'droit à la ville'. *Justice spatiale, Spatial justice*, n° 6, 13 p.
- Florida R., 2002. *The rise of the creative class: and how it's transforming work, leisure, community, and everyday life*. New York, Basic Book, 416 p.
- Giffinger R., 2007. *Smart cities : ranking of European medium-sized cities*. Report for centre of regional science, University of technology, 19 p.
- Gwiazdzinski L., 2009. La ville éphémère, festive et événementielle. *Colloque tourisme urbain, patrimoine et qualité urbaine en Europe*, mars 2009, Rennes.
- Hackworth J., 2007. *The neoliberal city: governance, ideology, and development in American Urbanism*. Ithaca, Cornell University Press, 248 p.
- Hansen H. K., Winther L., 2005. The economic geographies of the outer city: industrial dynamics and imaginary spaces of location in Copenhagen. *European planning studies*, vol. 14, n° 10, p. 1387-1406.
- Hansen H. K., Winther L., 2006. The heterogeneous (post-industrial landscapes of Copenhagen: location dynamics and divisions of labour. *Sixth European urban & regional studies conference*, 21st-24th September 2006, Roskilde, 25 p.
- Harder H., 2007. *Planning Christiania, the urban designer as mediator*. Aalborg University, Architecture & Design, 125 p.
- Harvey D., 1989. From managerialism to entrepreneurialism: the transformation in urban governance in late capitalism. *Geografiska Annaler*, vol. 71, n° 1, p. 3-17.
- Harvey D., 2008. *Rebel cities: from the right to the city to the urban revolution*. New York, Verso Books, 208 p.
- Harvey D., 2011. *Le capitalisme contre le droit à la ville: néolibéralisme, urbanisation, résistances*. Paris, Editions Amsterdam, 94 p.
- Harvey D., 2014. *Géographie de la domination*. Paris, Les prairies ordinaires, 118 p.
- Hatem F., 2005. Attractivité du territoire : de la théorie à la pratique. In chapitre 14, *L'industrie en France et la mondialisation, service des études et des statistiques industrielles*, p. 269-283.
- Henrik Gutzon L., Lund Hansen A., 2008. Gentrification-gentle or traumatic? Urban renewal policies and socioeconomic transformations in Copenhagen. *Urban Studies*, vol. 45, n° 45, p. 2429-2448.
- Karpantschof R., 2011. Bargaining and barricades – the political struggle over the Freetown Christiania 1971-2011. In Thörn H., Wasshede C., Nilson T., *Space for Urban Alternatives? Christiania 1971-2011*, Möklinta, Gidlunds förlag, p. 38-68.
- Kebrowski W., Crieckingen M., 2014. How 'alternative' alternative urban policies really are? Looking at participatory budgeting through the lenses of the right to the city. *Métropoles*, vol. 15, 22 p.
- Koolhaas R., 1997. The generic city. In Koolhaas R., Mau B., S, M, L, XL, New York, The Monacelli Press, p. 1248-1264.

- Kummitha R. K., Crutzen N., 2017. How do we understand smart cities? An evolutionary perspective. *The International Journal of Urban Policy and Planning*, n° 67, p. 43-52.
- Landry C., 1994. *The Creative city: a toolkit for urban innovators*. Abingdon-on-Thames, Routledge, 352 p.
- Lefebvre H., 1968. *Le Droit à la ville*. Paris, Editions Anthropos, 164 p.
- Lefebvre H., 1996. *Writings on cities*, Hoboken, Blackwell Publishers, 131 p.
- Levitt T., 1983. The Globalization of Markets. *Harvard Business Review*, vol. 61, n° 3, p. 92-102.
- Lund Hansen A., 2006. Globalization of a commercial property market: the case of Copenhagen. In Lund Hansen A., *Space wars and the new urban imperialism*, Department of social and economic geography, Lund University, p. 35-51.
- Lund Hansen A., 2011. Christiania and the right to the city. In Thörn H., Wasshede C., Nilson T., *Space for Urban Alternatives? Christiania 1971-2011*, Möklinta, Gidlunds förlag, p. 288-208.
- Mattson J., Sorensen F., 2015. City renewal a open innovation. *Journal of innovation economics & management*, vol. 1, n° 16, p. 195-215.
- Midtgaard S. F., 2007. 'But suppose everyone did the same', the case of the Danish utopian micro-society of Christiania. *Journal of applied philosophy*, vol. 24, n° 3, p. 299-315.
- Mitchell D., 1997. The annihilation of space by law: the roots and implications of anti-homeless laws in the United State. *Antipode*, vol. 29, p. 303-335.
- Mumford L., 1961. *The City in history. Its origins, its transformations, and its prospects*. New York, Harcourt, Brace and World, 657 p.
- Municipalité de Copenhague, 2015. *Accord passé entre la Fondation de Christiania et la ville de Copenhague*, traduit du danois, 16 p.
- Oblet T., 2008. *Défendre la ville. La police, l'urbanisme et les habitants*. Paris, Presses universitaires de France, 122 p.
- Ooi C-S., 2002. Contrasting strategies, tourism in Denmark and Singapore. *Annals of tourism research*, vol. 29, n° 3, p. 689-706.
- Peck J., 2014. Entrepreneurial urbanism: between uncommon sense and dull compulsion. *Geografiska Annaler*, vol. 96, n° 4, p. 396-401.
- Project group with representative of the seven municipal departments, 2015. *Policy for disadvantaged areas of Copenhagen*, 19 p.
- Pruijt H., 2003. Is the institutionalization of urban movements inevitable? A comparison of the opportunities for sustained squatting in New York City and Amsterdam. *International journal of urban and regional research*, p. 133-157.
- Racine J-B., 2008. Projet urbain et démarche participative : contribution géographique à la possibilité de choisir sa ville aujourd'hui, quelques leçons de l'expérience Lausannoise. *Bulletin de la société géographique de Liège*, vol. 50, p. 5-15.
- Sassen S., 1991. *The Global City: New York, London, Tokyo*. New Jersey, Princeton University Press, 480 p.
- Simmie J., 2001. *Innovative cities*. Routledge, 273 p.
- Smidl P., 2011. *Wagon 537 Christiania*. Copenhagen, A Nine Lives Edition, 466 p.

- Smith N., 2002. New globalism, new urbanism: gentrification as global urban strategy. *Antipode*, vol. 34, n° 3, p. 434-457.
- Renard V., 2008. La ville saisie par la finance. *Le Débat*, vol. 1, n° 148, p. 106-117.
- Tarrow S., 1994. Introduction. *Power in movement*. Cambridge, Cambridge U Press, 28 p.
- Tasan-Kok T., 2012. Introduction: Contradictions of neoliberal Urban Planning. In Tasan-Kok T., Baeten G., *Contradictions of neoliberal planning: cities, policies and politics*. Springer, vol. 102, p. 1-21.
- Technical and environmental administration, City of Copenhagen, 2012. *Integrated urban renewal in Copenhagen*, 32 p.
- Thörn H., 2011. Governing Freedom – debating Christiania in the Danish Parliament. In Thörn H., Wasshede C., Nilson T., *Space for Urban Alternatives? Christiania 1971-2011*, Möklinta, Gidlunds förlag, p. 68-98.
- Thörn H., 2012. In between social engineering and gentrification: urban restructuring, social movements, and the place politics of open space. *Journal of urban affairs*, vol. 34, n° 2, p. 153-168.
- Vivant E., 2007. Les évènements off : de la résistance à la mise en scène de la ville créative. *Géocarrefour*, vol. 82, n° 3, p. 131-140.
- Vivant E., 2009. *Qu'est-ce que la ville créative ?* Paris, PUF, 96 p.
- Weinhauer K., 2013. From social control to urban control? Urban protests, policing, and localization in Germany and England (1960s to 1980s). *InterDisciplines*, vol. 4, n° 2, p. 85-118.

NOTES

1. Grâce à la mise en confiance de certains habitants et plus particulièrement du CRIR (Christiania Researcher in Residence).
2. Selon le site GaWC, *Globalization and World Cities*. <http://www.lboro.ac.uk/gawc/>
3. Le cluster de la Medicon Valley, officialisé en 1997, recense trente-deux hôpitaux, douze universités et plus de trois-cent compagnies scientifiques. Il est l'un des plus grands clusters d'Europe. <http://www.mediconvalley.com>
4. En 2015, 15 % des habitants de Copenhague ont suivi un cycle long d'études supérieures et 15 % un cycle moyen (Municipalité de Copenhague, 2015). Concernant le revenu brut annuel moyen des ménages de la ville, en 2003 il s'élevait à 320 000 kr (43 002 €) alors qu'en 2014 il était à 460 000 kr (61 816 €) (Oracle BI Interactive Dashboard, 2016).
5. <http://www.dst.dk/en>
6. <http://www.visitcopenhagen.com>

AUTEURS

ALEXANDRE GRONDEAU

Alexandre Grondeau, alexandre.grondeau@univ-amu.fr, est Maître de conférences à Aix-Marseille Université et membre de l'UMR 7303, laboratoire TELEMMe. Il a publié récemment :

- Grondeau A., 2017. Sophia-Antipolis entre crises et résilience : Un système productif dédié à l'innovation et son territoire à l'épreuve du temps. *Sud-Ouest européen*, n° 41-42, Les mutations des systèmes productifs : regards croisés France-Espagne, Presse Universitaire du Midi.
- Grondeau A., Lebeau B., 2017. Las Vegas : de la capitale du jeu au paradis fiscal. *Urbanisme*, n° 404.
- Grondeau A., Burgel G., 2015. *Géographie Urbaine*. Hachette Supérieur, 288 p.

MANON BOULPICANTE

Manon Boulpicante est étudiante en master 2, UMR 7303, Laboratoire TELEMMe, Aix-Marseille Université.